

Une politique de gauche est-elle possible en Europe ?

Selon Arnaud Montebourg, qui a quitté le gouvernement français avec fracas, une autre politique économique est possible. Une politique « de gauche ». De quoi parle-t-on ? Est-ce plausible ?

À force d'entendre cette sentence paresseuse selon laquelle « le clivage gauche/droite, c'est dépassé », on en vient à perdre ses repères. Qu'est-ce qui (dé)marque une politique de gauche en Europe, en 2014 – on parle bien de la gauche « de gouvernement », pas de la gauche de la gauche, qui prône la lutte des classes ou la nationalisation des banques ?...

Nous avons isolé sept « marqueurs », sous le contrôle scientifique de Vincent Coorebyter, titulaire de la chaire de philosophie sociale et politique contemporaine de l'ULB.

1 Les investissements publics. C'est un des principes cardinaux du keynésianisme : conjoncturellement, on répond à des creux dans la croissance ou à des problèmes de chômage persistants par l'investissement public, par une politique volontariste qui va doper la demande. Cette vision a fait florès dans l'après-guerre, alors que l'Europe était à reconstruire – ce sont souvent des gouvernements de droite qui l'ont implémentée. Dans ses premières années, l'Europe – la CEE comme on disait à l'époque – s'est également engagée dans cette voie.

L'élan s'est brisé net sous la présidence de Jacques Delors, dont on a appliqué une partie de la vision, à savoir le volet « marché unique » et non le volet « in-

vestissements publics » (cf. son *Livre blanc* de 1985).

2 Le respect de l'orthodoxie budgétaire. Il existe, à gauche, une lecture de l'histoire de l'économie – s'appuyant sur les travaux d'un économiste comme Wallerstein par exemple, un élève de Fernand Braudel – qui tend à démontrer que l'orthodoxie budgétaire n'est pas une règle pertinente. Qu'au contraire, on peut avoir tout à gagner à afficher un déficit bien compris et bien assumé.

Le « laisser-aller » des déficits publics n'est du reste pas une exclusivité de la gauche : c'est ce que font depuis des années des superpuissances économiques comme les États-Unis ou le Japon, qui ne sont pas précisément des démocraties dominées par la pensée de gauche.

3 Le protectionnisme/patriotisme économique. C'est l'idée que prône un Arnaud Montebourg en France selon laquelle, dès lors que d'autres pays ne respectent pas les règles de l'ouverture des marchés et du libre-échange, dès lors qu'ils se protègent à l'importation (voir la Chine), il n'y a aucune raison pour que l'Union européenne soit assez bête pour ne pas répliquer : en levant des taxes à l'importation ou en privilégiant la production indigène.

4 La compétitivité. Historiquement, le degré de prise en compte de la compétitivité des entreprises différencie la gauche et la droite. Ainsi un discours de gauche conséquent s'attachera à rappeler que le coût salarial, si décrié à droite, ne constitue qu'une partie relativement modeste du prix de revient de la

chaîne totale des charges de fabrication et insistera au contraire sur le fait qu'un niveau salarial conséquent dopera la demande, et fera donc tourner les entreprises et l'économie en général. Sauf que depuis une dizaine d'années, les partis socialistes ont accepté de facto une politique d'inspiration libérale, qui précisément met l'accent sur les cotisations sociales ou, comme on le dit à droite, sur la baisse des charges...

5 La protection sociale. Il y a des marqueurs typiquement belges francophones, comme l'indexation automatique des salaires ou le fait que les allocations de chômage ne sont pas limitées dans le temps. La plupart des autres formations social-démocrates y ont renoncé, depuis de nombreuses années parfois. Ce qui reste commun à gauche, c'est le fait de veiller à un degré maximal de protection sociale, en particulier pour les revenus les plus faibles et pour les personnes précaires.

C'est, par exemple, l'établissement d'une norme de dépense des soins de santé qui accompagne l'évolution effective du coût de la santé, afin que les moins nantis ne se retrouvent pas dans l'impossibilité financière de se faire soigner correctement.

6 L'égalité. Dans son ouvrage *Droite et gauche* (Seuil, 1996), le philosophe italien Norberto Bobbio affirme que l'égalité est « l'étoile polaire de la gauche » ; c'est ce qui la distinguerait de la droite.

L'affirmation semble excessive, même s'il est vrai qu'historiquement, la droite se défie de l'éga-

lité, la considère comme une utopie, voire comme un danger quand elle tourne à l'égalitarisme - voir les expériences totalitaires en Europe de l'Est ou en Asie.

7 La liberté. Ce n'est pas un concept spécifique à la gauche - historiquement, la li-

berté est même une valeur libérale, que l'on peut faire remonter à Locke (XVII^e siècle). Mais dans le discours « de gauche », la liberté a des impacts sur les dossiers éthiques - au nom de la liberté de choix - mais également sur des questions comme le droit d'accès aux études et profes-

sions, le droit des migrants, des prisonniers, des justiciables, etc.

Cela caractérise tellement bien la gauche que ça la met régulièrement en difficulté face à une opinion fragilisée, qui l'accuse d'angélisme devant les incivilités ou la délinquance par exemple. ■

WILLIAM BOURTON

L'Europe en échec, mais l'alternative est-elle à gauche ?

Changer de stratégie économique

Six ans après la crise financière, l'économie de la zone euro ne parvient pas à renouer avec la croissance. La France stagne, l'Italie reste en récession, et même l'Allemagne, très dépendante des exportations, a vu son PIB fléchir au deuxième trimestre. On nous avait promis la reprise cette année ; c'est à nouveau partie remise. Comme l'an passé ; et comme l'année d'avant.

Pire, l'Europe est confrontée aujourd'hui au risque d'une longue période de stagnation économique, voire de dépression. Avec en corollaire un chômage massif qui menace de devenir structurel et un manque d'investissements, dont l'effet cumulé sera de réduire le potentiel de croissance de nos économies.

Et, malgré les efforts demandés ou imposés aux populations, surtout dans les pays en difficulté, le poids des dettes publiques n'a pas cessé d'augmenter. Quand la gauche dénonce l'austérité, elle n'a pas tort. L'assainissement accéléré des finances publiques, mis en œuvre dès 2011, alors que nos économies émergeaient de la crise de 2008, a tué la croissance européenne.

Et l'on ne voit pas aujourd'hui quels pourraient être les moteurs de croissance. La course à la compétitivité apparaît comme un jeu à somme nulle, qui affaiblit plus encore la demande.

Dans ce contexte, les profits d'aujourd'hui ne seront pas les investissements de demain (et les emplois d'après-demain). Pour une raison simple : les capacités de production sont excédentaires ; et seule une hausse de la demande pourrait inciter les entreprises à investir.

La gauche aurait-elle raison donc de demander une politique de relance budgétaire ? À droite, on a coutume de répliquer qu'on ne résout pas les problèmes en s'endettant. Le bon sens, a priori. Et pourtant, l'édifice se fissure.

Vendredi passé, Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne (BCE), a reconnu, pour la première fois, qu'« il serait utile que la politique budgétaire puisse jouer un plus grand rôle ». L'ouverture, naturellement, est étroite : pour le

patron de la BCE, il faudra jouer dans le cadre des traités budgétaires européens.

On se demandera aussi comment interpréter son appel. Est-ce, implicitement, demander aux pays qui le peuvent de mettre en œuvre des politiques budgétaires un tantinet plus expansionnistes afin de soutenir la croissance de la zone ? Sachant que Berlin ne le veut pas, on n'est pas loin du vœu pieu.

Et Mario Draghi ne l'ignore pas, qui demande une action au niveau de l'Union « et un grand programme d'investissement public - en accord avec les propositions du nouveau président de la Commission ».

N'empêche : voilà qui tranche avec l'habituelle intransigeance de la BCE en matière d'équilibre budgétaire. C'est dire si la situation est grave.

Quatre axes majeurs d'une politique de gauche

Le contexte est donc propice pour que la gauche propose « son » alternative. Prenons Montebourg et sa règle des « trois tiers » : consacrer un tiers des économies budgétaires pour réduire le déficit ; un tiers pour réduire les coûts salariaux ; et un tiers restitué aux ménages via des baisses d'impôts pour soutenir la consommation.

Une inflexion, certes. Mais pas beaucoup plus. Suffisante pour conjurer la déflation. Pas sûr. Une gauche « responsable », direz-vous. Voire... La gauche de la gauche, elle, dénonce la timidité de la « gauche de gouvernement ».

Mais quelle serait alors une « vraie » alternative de gauche ? Sans prétendre à l'exhaustivité, on peut déceler quatre axes majeurs.

Premier axe : le rejet du pacte budgétaire, dénoncé, par exemple, par les Économistes atterrés. Ceux-là lui reprochent de corseter les finances publiques au nom d'une prétendue « règle d'or » (pourquoi interdire à l'État de s'endetter pour investir ?) et d'imposer une orientation structurellement restrictive aux politiques budgétaires, indépendamment de la conjoncture.

Deuxième axe : la relance, via une politique d'investissements publics concertée au niveau européen, financée par la BCE. Par la création de monnaie ? Exactement. Le collectif Roosevelt, par exemple, se demande pourquoi l'institut d'émission ne pourrait pas faire pour la collectivité ce qu'elle fait pour le secteur bancaire : fournir de l'argent à (très) bon marché.

D'autant que les enjeux futurs sont légion : la transition énergétique, la modernisation des infrastructures... Outre l'énergie, Philippe Defeyt propose, par exemple, que les pouvoirs publics soutiennent, directement ou indirectement, l'offre de logements. *« Cela ferait baisser les prix d'achats et les loyers, c'est une politique essentielle face au vieillissement et il ne faut pas oublier que le logement moins cher constitue l'un des avantages compétitifs de l'Allemagne »,* rappelle-t-il.

Troisième axe : dénoncer la course à la compétitivité via la réduction des coûts salariaux, voire directement des salaires – qui est, de fait, un non-sens dans une zone économique intégrée, dont les différents membres sont largement clients les uns des autres. D'autant que le coût salarial n'est qu'un des déterminants de la compétitivité, alors que seule la réindustrialisation et la montée en gamme (notamment vers les produits innovants de la transition écologique) assureront la pérennité de l'Etat-providence.

Quatrième axe : réhabiliter le rôle des pouvoirs publics. Être de gauche, c'est refuser la vulgate du *« moins d'État pour mieux d'État ».*

« Le marché est incapable d'initier la transition vers les énergies renouvelables, les économies d'énergie et la réduction des émissions de CO₂. Car le marché fonctionne par rapport à des intérêts plutôt court-termistes. Seule la main visible de la puissance publique peut initier la transition écologique », explique ainsi Benjamin Coriat, professeur à l'Université Paris 13 et coprésident des Économistes atterrés.

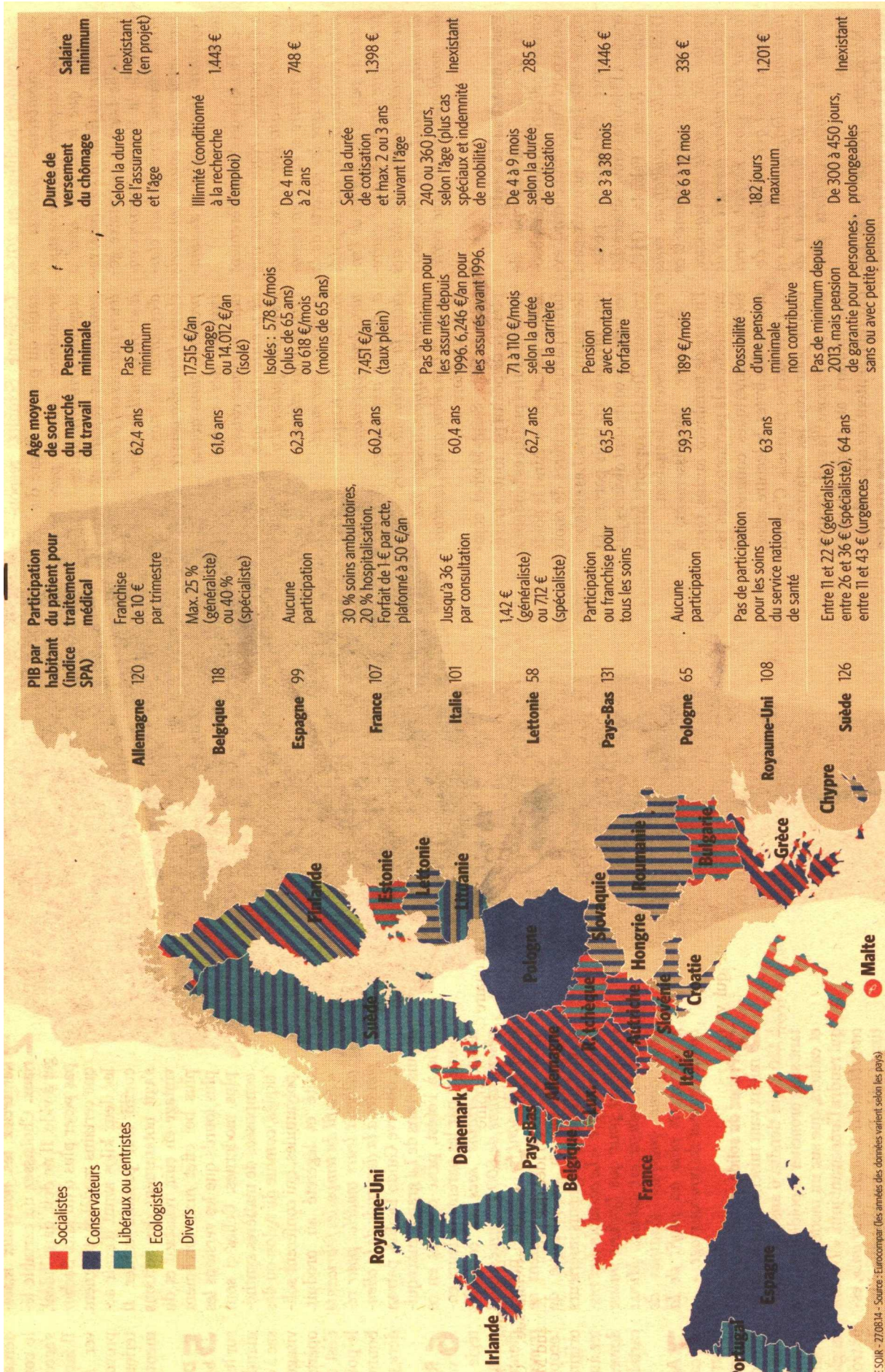
Un autre monde est-il possible ?

Utopiste ? Irréaliste ? Les arguments sont connus : les dettes publiques sont élevées, preuve que nous aurions vécu au-dessus de nos moyens ; la gauche (surtout la gauche de la gauche) reste prisonnière d'une illusion, selon laquelle il suffirait de redistribuer les richesses, sans se soucier de la manière dont elles sont créées ; nos territoires doivent être, dans la globalisation, « compétitifs » pour attirer les entreprises... Tout cela disqualifierait toute politique alternative.

« Quel est le premier objectif de ceux qui répètent ce genre de discours ? Affaiblir notre capacité d'action collective, au bénéfice d'une vision idéologique de l'État minimal », réplique Philippe Defeyt.

« Le principal obstacle est culturel : il faut rétablir la légitimité de l'action politique. Malheureusement, les responsables politiques ont, pour la plupart, même à gauche, fini par accepter "Tina", cette idée qu'il n'y aurait pas d'alternative (There Is No Alternative). »

DOMINIQUE BERNS



E.SOIR - 27/08/14 - Source : Eurocompar (les années des données varient selon les pays)